

Police des banlieues, contremaître du néo-capitalisme

Hugues Bazin, « Police des banlieues, contremaître du néo-capitalisme », 2017, <http://recherche-action.fr/hugues-bazin>



Les derniers faits de cruautés¹ sous le couvert de contrôles policiers sont présentés par les commentateurs médiatico-politiques comme des actes individuels. Au pire, il suffirait d'extirper les brebis galeuses du troupeau pour que tout rentre dans l'ordre républicain.

Les "bavures" ne sont pas des dérapages individuels, l'humiliation est un système de domination. La police représente pour les jeunes de banlieue de la cité des 3000 à Aulnay (Seine-Saint-Denis) ce que furent les contremaîtres de leurs parents travailleurs à l'usine automobile d'Aulnay.

¹ Le 2 février, dans la cité des 3000, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Théo L., 22 ans, est gravement blessé, violé par une matraque télescopique d'un policier. Le 29 octobre 2015, Alexandre T. a également l'anus perforé par la matraque d'un policier municipal de Drancy (Seine-Saint-Denis) qui est jugé pour violences volontaires avec arme, le jeune homme a perdu son emploi et reste traumatisé, - Le 19 juillet 2016 à la suite de son interpellation, Adama Traoré, 24 ans, meurt dans la gendarmerie de Persan (Oise) dans des conditions non expliquées par les autorités... Sans être aussi dramatiques, les contrôles qui tournent mal sont monnaie courante. Trois points de suture au cuir chevelu, une dent cassée et un hématome sur le visage. C'est le bilan médical de l'interpellation d'Hicham, dans la nuit du 3 au 4 février dernier à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine). Une plainte est déposée, etc.

Les choix industriels de l'époque d'embaucher massivement une main-d'œuvre immigrée sans possibilité de formation et de promotion condamnent ces ouvriers à des bas salaires et des conditions de travail pénible. « On n'en pouvait plus, les ouvriers travaillaient plus et perdaient en salaire, ils étaient insultés » raconte Christian Bonin dans le film « Haya » (« en avant », en arabe)². Jusqu'à 3000 ouvriers, sur un site qui compte alors 6000 employés, cessent le travail. Cette grève restera atypique : grève d'OS (ouvriers spécialisés), grève d'immigrés, grève pour la dignité avant toute autre revendication (grève de Citroën-Aulnay de 1982).

Les années 80 sonnèrent entre Ronald Reagan, Margaret Thatcher et François Mitterrand la fin dans les pays occidentaux d'un type de capitalisme industriel, l'installation d'un chômage de masse, l'avènement d'un capitalisme financier, la marchandisation de l'existence et le recyclage des idéologies soixante-huitardes dans l'économie néo-libérale. Ce sont les banlieues qui constituent alors les lieux de résistance.

« Les grèves menées par les ouvriers immigrés de l'automobile de la région parisienne posent la question du devenir d'un salariat particulièrement dominé et exploité, dans une industrie en constante restructuration »³. Les luttes sociales portaient autant sur le travail que sur le logement, les lois discriminatoires d'expulsion, les actes racistes. Les grèves sont l'occasion de libérer une parole muselée. Au-delà des revendications syndicales, la question de la dignité est omniprésente dans les paroles des OS, qui renvoie tant à la dignité en tant que salariés vis-à-vis de l'entreprise, qu'en tant qu'immigrés vis-à-vis de la France. Les quartiers populaires trouvent une certaine autonomie dans cette articulation entre luttes professionnelles et luttes des minorités. Une de ces expressions fut en 1983 la « marche pour l'égalité » qui s'achève par un défilé de 100 000 personnes à Paris et l'engagement du président de la république sur certains droits.

Le discrédit participe de l'arsenal répressif. Les rapports des renseignements généraux dans les luttes au sein des entreprises sont invoqués pour appuyer la thèse relayée par les plus hautes sphères de l'État d'un « islam ouvrier sous influence extérieure » . Le traitement politique du conflit sous l'angle religieux inaugurerait il y a 35 ans le discours islamophobe postcolonial et le clivage national/racial s'imposant aujourd'hui dans l'argumentaire de l'islamisation des ex-banlieues ouvrières. En même temps que le Front National engrange ses premiers succès électoraux en 83, le Premier ministre socialiste de l'époque, Pierre Mauroy et son ministre du travail Jean Auroux développent la thématique des « grévistes noyautés par l'intégrisme » : « les immigrés sont les hôtes de la France et à ce titre ont un double devoir : jouer le jeu de l'entreprise et celui de la nation »⁴.

Si l'entreprise a disparu, le quartier la remplace dans l'injonction de docilité. Le contrôle qui s'opérait dans le rapport au travail s'étend dorénavant dans toutes les séquences de vie par la militarisation de l'espace. De l'exploitation ouvrière à l'asservissement des banlieues, les procédés sont les mêmes : c'est l'incorporation de la domination par les corps où le policier

² « Haya », Réalisé par Edouard Bobrowski et Claude Blanchet, France, 1982, 60 mn

³ Vincent Gay, « Des grèves de la dignité aux luttes contre les licenciements : les travailleurs immigrés de Citroën et Talbot, 1982-1984 », www.contretemps.eu

⁴ Frantz Durupt, « L'usine PSA d'Aulnay sous influence islamiste ? Un argument qui remonte à 1983 », Libération du 3 janvier 2017

joue dorénavant le rôle du contremaître. Le quadrillage par les mouchards, la hiérarchisation parallèle, les assignations sans motif, les insultes racistes qui étaient le lot quotidien de « l'usine de la terreur » dénoncée par les ouvriers de l'époque sont les mêmes mécanismes qui opèrent maintenant dans les « quartiers de la peur ». Il est logique que les revendications résonnent de la même façon aujourd'hui. Les travailleurs immigrés demandaient le respect de la dignité, la liberté de parler, de s'engager dans l'organisation de son choix, d'être reconnu dans le droit de penser et de religions différentes, de cesser d'être traités comme des esclaves...

L'humiliation reste le support privilégié pour effacer le sujet dans sa qualité même d'être humain. « Elle est une forme intense, de souffrance psychique : elle dévalorise, méprise et met en cause le droit de l'individu »⁵. Chaque personne doit intégrer cette peur comme modèle comportemental de soumission indépassable de sa situation personnelle. En entreprise comme dans le quartier, l'humilié doit comprendre son inadaptation aux exigences du système. Le sentiment d'inutilité est la base même du totalitarisme économique, ce que Patrick Vasseur appelle « superfluité »⁶, c'est-à-dire un système où les hommes sont superflus, atomisés dans une masse sans possibilité de se rattacher à une forme collective : un individu sans qualité, sans originalité, sans singularité, sans personnalité, un individu inférieur. À cette forme totalitaire correspond une humiliation radicale. Le manque de respect, de considération, le déni de reconnaissance viennent rappeler cette condition. La soumission des groupes passe toujours par la dimension individuelle. On isole pour cela l'individu, on cherche à l'atteindre par l'intime, là où s'abritent les sentiments les plus profonds d'existence de soi et des autres. On le réduit à un corps, on disqualifie sa vie par le vécu sensible de la douleur, de la dégradation.

Résister à cette domination, c'est analyser l'humiliation avant tout comme une question politique décisive. À cette dégradation individuelle correspond la détérioration constante ces dernières années des conditions socio-économiques dans les quartiers classés « prioritaires ». Alors que la situation de l'emploi semble se stabiliser sur le plan national, la hausse du chômage deux à trois fois supérieur dans les quartiers (indépendamment du niveau de diplôme) n'est pas une conséquence de la crise, c'est un choix politique. Plus les banlieues populaires apparaissent inutiles au développement du pays depuis la déstructuration du tissu industriel, plus le système répressif s'accroît, le contrôle s'opérant par transfert de la violence de la sphère de production à la sphère publique.

Cette domination basée sur une ségrégation territoriale et une discrimination ethno-sociale n'est pourtant pas audible dans le débat public. Elle est même devenue progressivement « acceptable » en se parant d'un alibi idéologique. La critique de classe laisse place à une approche culturaliste où le travailleur immigré devient le musulman et le jeune issu de l'immigration une racaille naturellement encline à la délinquance. Ce sont les thèses fumeuses de l'« insécurité culturelle » (peur du multiculturalisme, du « grand remplacement »), la

⁵ Claudine Haroche, « Le caractère menaçant de l'humiliation », *Le Journal des psychologues*, 6/2007 (n° 249), p. 39-44.

⁶ Patrick Vasseur, *Contre le capitalisme. Banalité du mal, superfluité et masse*, Le Bord de l'eau, coll. « Altérité critique », 2014

thématique de la « reconquête des territoires de non-droit », la reformulation d'un récit national excluant l'apport des immigrés, l'instrumentalisation de la laïcité dans une racialisation des rapports sociaux, etc.

Les travailleurs de terrain ont pu constater ce pourrissement progressif caché par la logique technicienne de la « politique de la ville » qui finit d'étouffer toute velléité d'auto organisation du milieu associatif. Détruire les tours d'immeubles et rénover les façades n'ont jamais permis aux populations de mieux s'organiser en autonomie. Les modes de structuration anciennement liée aux luttes dans le travail ayant disparu, il n'est pas accordé aux révoltes le statut de luttes légitimes comme en 2005 (suite à la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois), systématiquement renvoyées à la case délinquance des « casseurs » et autres « réseaux mafieux ».

La perpétuation d'un état d'urgence débridant la violence policière et son détournement dans la répression du mouvement du printemps 2016 contre la Loi Travail ont eu pour effet inattendu de faciliter un rapprochement entre les différentes formes de luttes. Les primo-manifestants découvrent en « live » la technologie du pouvoir militaro-policière maintenant sous le joug les banlieues depuis des décennies et réciproquement les acteurs de banlieues découvrent à travers les réseaux sociaux les stratégies d'organisation et de rébellions mises en place par les mouvements autonomes.

La convergence des luttes souhaitée à l'époque ne s'est pas vraiment faite, car restant accolée au modèle de rapport au travail et de militance propre à certaines couches socioprofessionnelles. Les « Sans » se sont retrouvés cependant dans les cortèges de tête des manifestations et les AG d'occupation des places sans permettre vraiment aux quartiers populaires de trouver leur propre forme d'organisation. Le rassemblement le 11 février 2017 devant le tribunal de Bobigny et dans plusieurs autres villes de France en soutien à Théo L. a constitué peut-être l'un de ces points de convergence.

Alors que les flammèches d'une guérilla urbaine peuvent à tout moment provoquer un embrasement, l'émancipation des populations dominées passe par la possibilité de prendre le statut d'acteurs politiques comme à l'époque des luttes ouvrières dans l'industrie automobile. En s'affirmant comme référent à l'ensemble des mouvements, la périphérie devient centrale, condition nécessaire à une transformation radicale des modèles économiques et politiques. Les banlieues ne sont plus alors les « lieux du ban » assigné identitairement, mais les centres d'une intelligence sociale dans le partage des savoir-faire, l'autoformation réciproque, l'appropriation des lieux et des outils, l'émulation et la fierté collective... L'histoire des luttes montre que d'autres trajectoires collectives sont toujours possibles.